



22 MARS

TOUS CONTRE LA POLITIQUE MACRON

Agents des services publics, fonctionnaires et salariés du privé, tous unis pour défendre les services publics et nos conditions de travail
Faisons des journées des 15 et 22 mars le point de départ d'une grande riposte à la politique antisociale de Macron.

La politique menée sous Sarkozy puis Hollande a habitué les travailleurs aux mauvais coups, Macron poursuit le travail. Depuis le début de son mandat, les attaques gravissimes s'enchaînent : casse du code du travail, attaques en règles contre les fonctionnaires, volonté d'en finir avec la SNCF et les cheminots, rançonnement des retraités, offensive contre le logement social... Macron, un petit air de Thatcher à la française ? Montrons-lui notre refus de sa politique au service des plus riches, montrons-lui que les travailleurs dans l'unité d'action savent se faire entendre !

MACRON, UN PETIT AIR DE THATCHER À LA FRANÇAISE ?

Il y a 50 ans, les luttes des travailleurs dans l'unité de mai 1968 où 12 millions d'ouvriers du privé comme du public ont bloqué l'économie du pays pendant plus d'un mois par des grèves et occupations. L'histoire le montre : la lutte est le seul moyen de nous faire entendre et d'obtenir des avancées significatives. Ce qui était possible à cette époque le reste de nos jours. Nous vivons encore sur les acquis de mai 68, mais jusque quand si nous ne réagissons pas massivement ?

MAI 1968 OÙ 12 MILLIONS D'OUVRIERS DU PRIVÉ COMME DU PUBLIC ONT BLOQUÉ L'ÉCONOMIE

La riposte à la politique de Macron a débuté avec la journée du 15 mars (salariés des EPHAD, retraités) et doit s'amplifier le 22 mars (cheminots, ensemble de la fonction publique, contrôleurs aériens, étudiants, FILPAC et divers autres secteurs du privé...). C'est par des mobilisations massives dans nos différents lieux de travail sur nos revendications catégorielles et par le travail à la convergence de nos luttes vers ces journées d'action que nous repousserons les attaques du gouvernement. Faisons le pari d'un printemps 2018 qui mettra en échec Macron et sa politique !

Attaquer le statut des cheminots c'est attaquer tous les travailleurs !

Le gouvernement prévoit de réformer la SNCF une nouvelle fois en ayant recourt aux ordonnances afin d'accélérer les choses et d'éviter le plus possible la contestation. Sous couvert d'une dégradation du service rendu par la SNCF, dégradation orchestrée par les différents gouvernements afin de légitimer leur politique (politique du tout-TGV, investissements insuffisants, manque de personnel...), le gouvernement organise l'ouverture à la concurrence du secteur ou, dit plus simplement et plus justement, sa privatisation. Au programme, transformation de la SNCF en Société Anonyme, fin du statut de cheminot et suppression, par les régions, de très nombreuses lignes considérées comme non rentables.

QUI PEUT CROIRE QU'EN SUPPRIMANT LE STATUT CHEMINOT ET EN DÉGRADANT LES CONDITIONS DE TRAVAIL, LES TRAINS ARRIVERONT PLUS SOUVENT À L'HEURE ?

Cette réforme est présentée par les médias au service du pouvoir comme inévitable du fait de la dette. La fameuse « dette du ferroviaire » mise en avant est un simple artifice comptable qui résulte de la séparation des activités en différentes entreprises afin de préparer la privatisation. Un service public n'a pas vocation à être rentable. La privatisation est aussi orchestrée par les directives européennes, seule la lutte des travailleurs permettra leur non application comme c'est le cas par exemple au Portugal.



Il faut donc nous battre main dans la main avec les cheminots pour défendre le service public ferroviaire et le statut. Ce n'est que par l'arrêt de ce processus de privatisation et la reconquête d'un grand monopole public du rail que nous pourrons renouer avec un service public ferroviaire de qualité au service des usagers et des travailleurs, et non au service des profits privés.

Des fonctionnaires dans le viseur du gouvernement.

En lutte pour la défense de nos services publics !

Gel du point d'indice, report de la revalorisation des carrières, retour de la journée de carence... les salaires sont bas. Ils stagnent depuis 2000 avec la mise en place des lois Aubry qui ont institutionnalisé l'annualisation du temps de travail et les 35h (35h bientôt mortes avec El Khomri transformées en 40h) : Que de reculs !

Après plus de 250 000 suppressions de fonctionnaires depuis 2007, Macron veut en supprimer encore 120 000. Avec de telles saignées, comment pour-

raient fonctionner correctement les services publics: postes, impôts, éducation nationale, hôpitaux, inspection du travail, CAF... ? Ils sont tous bancales et ne tiennent que par la conscience professionnelle des fonctionnaires qui les servent.

Il est urgent de stopper cette dégradation à toute vitesse des services publics et des conditions de travail. Là encore, avec les cheminots nos revendications convergent, luttons ensemble contre ce gouvernement qui nous attaque tous !

Salariés du privé,

notre mobilisation aux côtés des autres catégories sera décisive !

Transformons les acquis des uns en revendications pour les autres.

La stratégie du gouvernement repose sur la division, refusons-là. Non les cheminots et les fonctionnaires ne sont pas des privilégiés ! Les seuls privilégiés se sont ceux qui bénéficient de la politique du gouvernement ; les plus riches. En tant que salariés du privé, nous avons tout intérêt à soutenir la lutte des cheminots et des fonctionnaires car ces statuts représentent des références collectives. Leur destruction se répercutera directement sur le droit du travail privé.

En tant que salariés du privé, nous sommes également touchés de plein fouet par la politique du gouvernement. La loi El-Khomri puis les ordonnances Macron ont grave-

ment attaquées le droit du travail. Dans nos entreprises, cela se traduit par une pression accrue, une stagnation des salaires, une dégradation des conditions de travail voire par un non-respect des règles les plus élémentaires de sécurité.

A partir du 15 mars, plusieurs secteurs du privé sont appelés à la mobilisation. Les salariés des EPHAD nous montrent la voie avec une grève massive dans le secteur pour revendiquer des moyens supplémentaires afin de pouvoir réaliser correctement leur mission. Dans chaque secteur, les revendications catégorielles doivent se construire et être portées par une mobilisation massive.

ORIGINES DES DÉFICITS, RAISONS DES COUPES SUR NOS SALAIRES, NOS SERVICES PUBLICS ET NOTRE SÉCURITÉ SOCIALE :

Cumul antérieur d'exonérations de cotisations patronales (part patronale du salaire socialisé) : plus de 210 milliards d'euros,

CICE (crédit impôt compétitivité emplois) gains pour le patronat, depuis sa mise en place fin 2012, plus 120 milliards d'euros de nos salaires que nos impôts ont remboursé au patronat.

La fin des cotisations d'allocation familiale et maladie et celle des cotisations chômage annoncée en 2019. Encore quelques milliards de cadeaux !

Que reste-t-il de la participation du patronat à la sécurité sociale des travailleurs qu'ils exploitent, usent et tuent parfois au travail? Ils vident le budget de la sécu en accordant des cadeaux aux capitalistes.

Macron augmente la CSG de 1.7 point (+25%) et saigne les retraités. Cette contribution particulièrement injuste quand on connaît le niveau des pensions de retraites ! D'année en année, le budget de la Sécurité Sociale initialement basé sur nos salaires socialisés (notre travail) est transféré vers une fiscalisation. Macron, avec Hollande, a préparé la fusion de la CSG avec l'impôt sur le revenu. Cette fusion est la pierre angulaire de la fin de notre Sécu par sa fiscalisation.

Un budget de Sécu à 100% fiscalisé, c'est un arbitrage politique annuel, dangereux dans le contexte actuel pour la pérennité de la Sécu. C'est la fin de la Sécu par la solidarité intergénérationnelle et donc une Sécu au rabais. C'est l'avènement de la santé et la retraite basées sur l'assurance privée et personnelle. Ce qui reviendra à : tu as de l'argent, tu as une retraite et une couverture maladie. Tu n'en as pas, prépare toi à travailler jusqu'à la mort pour survivre !

Cheminots, fonctionnaires, salariés du privé, retraités, étudiants ou privés d'emploi, nous subissons tous aujourd'hui la politique du gouvernement. Refusons le jeu de la division, et unissons-nous ! Partout faisons remonter nos revendications catégorielles, partout mobilisons-nous, partout travaillons à l'unité d'action et à la convergence des luttes. Exigeons :

- ➔ L'arrêt immédiat de la casse du statut cheminot et la reconquête d'un grand monopole public du ferroviaire assurant la qualité du service et des conditions de travail.
- ➔ Le maintien du statut de la fonction publique, des embauches massives dans les secteurs publics déficitaires, la revalorisation des traitements.
- ➔ Le retrait de la loi El-Khomri et des ordonnances Macron cassant le code du travail.
- ➔ Le refus de l'application des directives européennes qui organisent la privatisation et la marchandisation des services publics.

C'EST PAR LA LUTTE QUE NOUS GAGNERONS, C'EST PAR L'UNITÉ QUE NOUS VAINCRONS !

MANIFESTATIONS DU 22 MARS

St-Quentin : 16h30 - place des 4 colonnes

Bus pour Paris

(organisé par la CGT territoriaux)

Départ 9h place de la Liberté (réservation au 06.26.09.26.48)

Pour nous contacter :

cgtondulys02@gmail.com - 06.49.85.64.53 - Facebook : Cgt Ondulys